

CLUB CONVAINCRE DU RHONE

New letter Europe N°65 du 8 au 19 juin 2025



Une opportunité historique à saisir pour l'Europe par Enrico LETTA

L'ancien chef du gouvernement italien pousse l'Union européenne à plus d'intégration et reste persuadé que les Européens, à condition d'être unis, peuvent exploiter le nouveau contexte international imposé par les USA.

Enrico Letta met en avant un moment décisif pour l'Europe, marqué par les secousses géopolitiques provoquées par Donald Trump. L'Union européenne doit surmonter sa fragmentation et renforcer son intégration pour rester compétitive. La Commission européenne agit déjà sur les marchés financiers et la défense pour poser les bases d'un renforcement durable. La présidence danoise pourrait faciliter un accord avant la fin de l'année 2025. La vitesse du progrès mondial impose à l'Europe de réagir rapidement pour éviter le déclin. Letta insiste sur la nécessité d'une réponse collective et coordonnée face aux défis internationaux. Sans une stratégie commune, l'Europe risque d'être dépassée par des puissances comme la Chine et l'Inde. La création d'un marché uniifié et une politique de défense efficace sont des axes fondamentaux. Il appelle à une prise de conscience européenne pour saisir cette occasion unique d'évolution.

Une stratégie économique et financière essentielle

L'Europe doit mettre en place une union de l'épargne et des investissements pour dynamiser l'économie. La fragmentation entre pays créateurs et endettés freine les avancées économiques et financières. La Banque centrale européenne (BCE) et la Banque européenne d'investissement (BEI) sont des leviers clés pour stimuler la compétitivité. Letta propose un 28e régime qui simplifierait les réglementations et encouragerait les PME à investir. Ce régime ne remplacerait pas les législations nationales mais offrirait une alternative efficace et harmonisée. La sécurité économique doit être vue de manière globale, combinant défense, numérique et indépendance énergétique. Les États-Unis

bénéficient d'investissements privés massifs, un modèle que l'Europe doit adapter à sa réalité. La BEI doit jouer un rôle comparable à celui de la BCE pour soutenir l'économie et les innovations. Letta insiste sur l'importance d'un cadre propice aux investissements, notamment dans les nouvelles technologies. Une stratégie bien définie assurerait à l'Europe une place forte dans l'économie mondiale.

L'Europe face aux tensions internationales

Donald Trump fragilise les relations internationales et cherche à exploiter les divisions européennes. L'Union européenne doit adopter une approche flexible et rester unie pour éviter un affrontement direct. La stratégie de la Commission privilégie la négociation pour éviter une escalade des tensions. La cinquième liberté, centrée sur le numérique, renforcerait l'intégration et la compétitivité européennes. Investir dans la recherche et l'innovation est essentiel pour affirmer la place de l'Europe face aux puissances émergentes. La défense européenne doit être construite en parallèle à l'OTAN, sans dépendance excessive aux États-Unis. Trump applique une logique économique agressive, menaçant la stabilité du commerce mondial. L'Europe doit défendre ses valeurs et éviter de céder aux provocations constantes. La montée en puissance de la Chine pourrait bouleverser l'équilibre international et requiert une réponse coordonnée. Letta insiste sur l'urgence d'une action collective pour garantir un avenir prospère et solide à l'Union européenne.

Source : *Tout l'Europe du 16/6/2025*



40 ans de l'accord de Schengen entre réussite et nouveaux défis

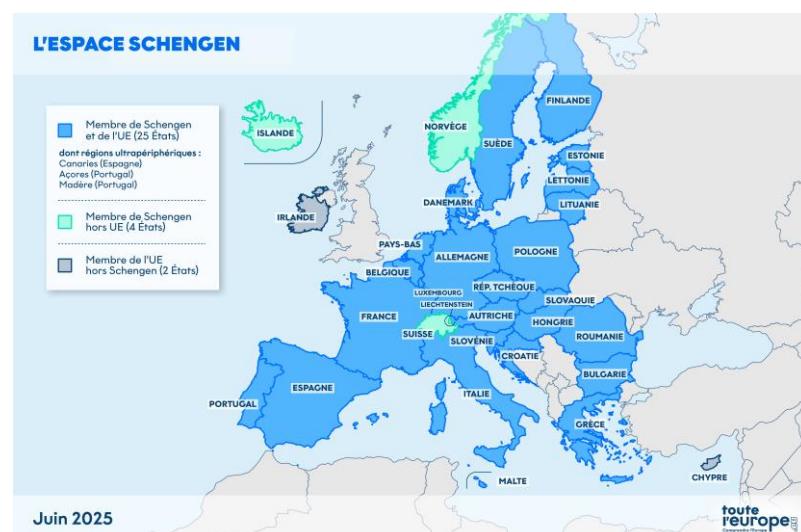
Signé le 14 juin 1985 par cinq pays européens, l'accord de Schengen visait à supprimer les contrôles aux frontières pour faciliter la libre circulation des biens et des personnes. Progressivement, l'accord s'est élargi à presque toute l'Union européenne, offrant une mobilité sans précédent à des centaines de millions de citoyens. Aujourd'hui, 29 pays sont membres de cet espace de libre circulation, dont 25 font partie de l'UE (sauf Chypre et l'Irlande). Schengen a également eu un impact économique majeur, favorisant le commerce, le tourisme et l'emploi. En 2024, il est la première destination touristique mondiale. Son intégration juridique au sein de l'UE via le traité d'Amsterdam en 1997 a renforcé son importance. Depuis, l'espace Schengen a accueilli de nouveaux membres, notamment la Bulgarie et la Roumanie en 2025. Il est devenu un modèle pour les pays

souhaitant adhérer à l'Union. La libre circulation est désormais un acquis incontournable pour les Européens.

Si Schengen représente une avancée majeure pour l'Europe, il n'est pas exempt de défis sécuritaires et migratoires. Afin de garantir la libre circulation, l'Union a développé des outils comme le système d'information Schengen (SIS), qui facilite le partage des données policières entre États membres. Cependant, certaines crises ont remis en question le fonctionnement de Schengen, notamment la crise migratoire de 2015, les attentats terroristes et la pandémie de Covid-19. Ces événements ont conduit certains pays à réintroduire temporairement des contrôles aux frontières intérieures. La Cour de justice de l'UE a rappelé que ces contrôles doivent rester exceptionnels et limités dans le temps. Malgré ces tensions, la gouvernance de Schengen continue d'évoluer pour répondre aux nouveaux enjeux. Les États membres cherchent un équilibre entre liberté de circulation et sécurité. La gestion des frontières et la coopération entre pays restent des sujets sensibles.

En avril dernier, la Commission européenne a publié un rapport sur l'état de Schengen, soulignant à la fois ses réussites et les défis à relever. Parmi les priorités : renforcer la gouvernance et la coopération entre États membres, accélérer la numérisation avec des systèmes comme ETIAS (système européen d'information et d'autorisation concernant les voyages) et améliorer la gestion des flux migratoires. L'objectif est de rendre l'espace Schengen plus résilient face aux crises et aux menaces transfrontalières. Malgré ces ajustements, Schengen reste l'un des piliers de l'unité européenne, garantissant un marché intérieur dynamique et une liberté de circulation unique au monde. Toutefois, la libre circulation repose sur des équilibres délicats et nécessite une vigilance constante pour préserver ses bénéfices. Le cycle de gouvernance 2025-2026 se concentrera sur la sécurité, la coopération policière et la transformation numérique. Face aux défis, Schengen doit continuer à s'adapter tout en conservant son esprit fondateur.

Source : *Tout l'Europe* du 13 juin 2025



OMNIBUS des mesures pour soutenir l'industrie européenne de défense

Le 17 juin 2025, la Commission européenne a présenté son cinquième paquet Omnibus, cette fois dédié à la défense, dans un climat géopolitique tendu dominé par les menaces de la Russie. Ce plan vise à renforcer l'autonomie stratégique de l'Union, à travers le programme Readiness 2030, qui cible la relance des capacités de dissuasion et de défense d'ici la fin de la décennie. La vice-présidente Henna Virkkunen a souligné l'urgence, alertant que l'Europe pourrait être testée militairement par la Russie dans les prochaines années. Pour faire face à cette situation, l'UE souhaite accélérer les investissements et mobiliser rapidement ses ressources.

Ce paquet fait suite à une large consultation et propose une série de mesures concrètes pour booster la production de matériel de défense. Parmi celles-ci : un régime d'autorisations accéléré, réduisant les délais à 60 jours, et des règles assouplies sur les marchés publics, avec un seuil relevé à 900 000 €. L'ambition est claire : supprimer les obstacles juridiques et administratifs pour libérer le potentiel industriel européen. L'innovation est également encouragée, notamment dans des domaines stratégiques comme le numérique, l'espace ou l'IA. La simplification administrative touche aussi les fonds européens pour faciliter l'accès des acteurs de la défense aux financements.

L'initiative s'inscrit dans le nouveau plan Readiness 2030, qui prévoit jusqu'à 800 milliards d'euros de dépenses nationales additionnelles. Bruxelles vise non seulement l'augmentation des moyens militaires, mais aussi l'émergence d'un marché unique de la défense, moins dépendant des fournisseurs extérieurs. Ce plan veut rendre les projets de défense compatibles avec les critères ESG (normes Environnementales, Sociales et de Gouvernance) afin de capter davantage d'investissements privés. L'appel est maintenant lancé aux États membres et au Parlement européen : chaque mois de retard affaiblit la capacité collective. Le message est clair – l'Europe veut agir vite, ensemble, et avec ambition.

Source : *Toute l'Europe* du 17 juin 2025



LOGEMENT : **La crise est européenne et les réponses adaptées à chaque pays ?**

Face à la montée des difficultés d'accès au logement, la Commission européenne, sous l'impulsion d'Ursula von der Leyen, a fait du logement une priorité politique. Pour la première fois, un commissaire est chargé à la fois de l'énergie et du logement Dan Jorgensen, épaulé par une sous-commission parlementaire dédiée. L'objectif : garantir à

tous les citoyens un accès à un logement décent, durable et abordable. En concertation avec les États membres et les institutions financières publiques, un plan européen de grande ampleur est en cours d'élaboration. Il s'appuie notamment sur les initiatives nationales, et vise à créer un cadre d'action coordonné à l'échelle du continent.

La crise du logement touche toute l'Europe, bien que son intensité varie. Elle résulte d'un double choc : conjoncturel, avec l'inflation post-2022 qui a fait grimper les prix de construction et les taux d'intérêt ; et structurel, avec la rareté du foncier, la croissance urbaine maîtrisée et le décalage croissant entre les revenus et les prix immobiliers. En Europe de l'Est, les hausses de loyers et des prix à l'achat sont particulièrement marquées. En moyenne, près de 20 % du revenu des ménages est consacré au logement, avec des pics bien au-delà, comme en Grèce. La France s'en tire mieux grâce à son modèle de logement social, très structuré, qui agit comme un amortisseur en période de tension.

Le modèle français s'appuie sur le financement de long terme de la Caisse des Dépôts, via les livrets réglementés. Cette stratégie permet de produire environ 100 000 logements sociaux par an, malgré un contexte économique difficile. Le logement intermédiaire et l'accès sociale à la propriété font également partie des priorités, avec des dispositifs comme le bail réel solidaire. Bien que difficilement transposable, ce modèle inspire les échanges avec d'autres pays européens. La stratégie européenne, elle, devra rester souple, tenant compte des spécificités nationales. Enfin, le rôle des collectivités locales est essentiel : elles concrétisent les financements européens à l'échelle territoriale, jusqu'au fameux "dernier kilomètre", là où le besoin de logement devient réalité.

L'Union européenne vise une réponse coordonnée sur le logement, mais respectueuse des réalités nationales. La crise du logement est partagée en Europe, mais ses manifestations diffèrent selon les pays. L'UE ne doit donc pas imposer un modèle unique, mais développer une stratégie "à la carte". En France, le logement social est solide, mais la rénovation énergétique reste un défi. Les besoins d'investissement sont énormes, atteignant 80 milliards d'euros par an pour la construction neuve en France. La politique du logement reste territoriale, portée par les élus locaux. La Caisse des Dépôts joue un rôle clé pour structurer les financements. Son réseau lui permet d'acheminer les fonds européens jusqu'au "dernier kilomètre". Cette approche garantit un impact concret sur les besoins du quotidien des citoyens.

Source : *Toute l'Europe* du 16 juin 2025



En raison de la pause estivale, la prochaine édition de Newsletter Europe paraîtra en septembre. Nous vous souhaitons un bel été et avons hâte de vous retrouver à la rentrée avec de nouvelles actualités européennes.